

IL EST PLUS QUE TEMPS DE PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN !



*Crise sociale, crise financière, crise climatique...
Dans tous ces domaines, nous approchons d'un point de non-retour.
Pour éviter l'effondrement de notre société, il est urgent d'agir.*

*Tout est fait aujourd'hui pour détourner les citoyens de la vie publique :
des politiques inefficaces, des politiciens qui font carrière au lieu d'être au
service du pays, de moins en moins d'idées neuves. Sans compter une
économie qui crée chaque jour plus de pauvreté.*

*À Nouvelle Donne, nous ne sommes pas des professionnels de la
politique. Nous considérons que la politique ne doit pas être un
champ réservé. Nous voulons décider de notre avenir.
Il en va de nos vies et de celles de nos enfants.*

FRANÇOIS ANDRÉ,
remplaçant



Max Alain OBADIA

Si je suis élu, je m'engage à soutenir et promouvoir toute mesure permettant :

- de défendre les droits sociaux attaqués de toutes parts et d'agir pour un meilleur partage du travail
- de lutter contre les paradis fiscaux et la spéculation qui ruinent nos économies
- d'instaurer une fiscalité plus juste et une réelle séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires
- d'agir pour le climat, par un financement innovant de projets bas carbone, créateurs d'emplois
- de recréer du lien social en luttant contre l'exclusion, la précarité et la montée de la pauvreté
- de promouvoir un libre échange équitable et une politique de régulation équilibrée

Si l'on compte sur les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans, le pays ne sortira pas de la crise.

Einstein avait raison : « il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre ».

Max Alain Obadia

Max Alain OBADIA est commissaire aux comptes et expert-comptable. Spécialisé en matière juridique et fiscale, il vit et travaille dans les Yvelines. Il a oeuvré longtemps pour France Terre d'Asile, ONG chargée de l'accueil des réfugiés politiques en France. Il a co-animé, aux côtés de Javier Perez de Cuellar, ancien Secrétaire Général de l'ONU, la Fondation l'Arche de la Fraternité chargée de promouvoir les droits de l'Homme et la Démocratie dans les pays pauvres. Il est ancien membre du Comité fiscal de la MOA, organisme placé sous l'égide de l'UNESCO ayant pour mission l'interprétation des textes fiscaux.

François ANDRÉ est docteur en Biophysique Moléculaire à Saclay (recherche fondamentale). Il est membre du Conseil scientifique et chargé de cours d'un Institut Supérieur de Biotechnologies et ancien représentant élu au Comité National du CNRS. Citoyen engagé depuis 25 ans pour l'Education populaire, la défense de la laïcité et l'éducation gratuite, il est vice-président en Yvelines d'une grande fédération de parents d'élèves. Il a été membre du mouvement Urgence Sociale et est membre depuis 2009 du Conseil de Développement de Saint-Quentin-en-Yvelines (CODESQY).

LES PROPOSITIONS DE NOUVELLE DONNE POUR REPREDRE LA MAIN

Lutter contre le chômage et les licenciements

Le chômage explose. Sa courbe n'a pas été inversée. Les dernières mesures annoncées concernant la réforme du Code du travail aggraveront encore la situation. Au Canada et en Allemagne, au lieu de licencier, les entreprises en difficulté réduisent le temps de travail et gardent tous leurs salariés. Ceux-ci conservent l'essentiel de leur revenu grâce à des aides publiques. Mieux vaut garder les salariés et leur savoir-faire ! Si la France avait adopté ce système elle aurait des centaines de milliers de chômeurs en moins !

Négocier un nouveau partage du travail tout au long de la vie

Le partage du travail imposé par le marché est stupide : des millions de chômeurs font 0 heure/semaine alors que des millions de salariés travaillent trop ! Travailler plus, comme cela est proposé par le Medef et le gouvernement, mettra mécaniquement plus de gens au chômage. Pour sortir de ce non-sens, il faut négocier un nouvel équilibre entre travail, temps libre et formation tout au long de la vie.

Développer le logement et lutter contre la précarité

Face à la pénurie de logements, à la précarité croissante et à la montée de la pauvreté, Nouvelle Donne propose d'utiliser les 36 milliards du Fonds de Réserve des Retraites, actuellement placés sur les marchés financiers, pour les investir dans la construction comme cela se fait aux Pays-Bas.

Soutenir les PME

La plupart des grandes entreprises n'ont pas besoin d'aides de l'Etat. Nouvelle Donne veut réorienter ces aides, notamment le CICE, au profit des PME créatrices d'emplois et attribuer à celles-ci au moins 20% de la commande publique. L'Etat, via la Caisse des dépôts, doit aider les PME dans la gestion de leur trésorerie. Les crédits et réductions d'impôt doivent être mieux contrôlés.

Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires

La pseudo réforme de 2013 n'a pas réduit le risque d'implosion du système. Pour protéger notre épargne et pousser les banques à financer les PME, Nouvelle Donne demande une séparation totale des banques de dépôt et des banques d'affaires, semblable à celle votée par Roosevelt en 1933.

Lutter contre les Paradis fiscaux

Pour lutter contre les paradis fiscaux (50 milliards de manque à gagner chaque année pour notre pays), Nouvelle Donne proposera une loi qui supprime tout secret bancaire en Europe (comme la loi FATCA aux USA), interdise l'accès aux marchés publics aux entreprises ayant des implantations dans de tels territoires et lutte contre les transferts de bénéfices à l'étranger.

Repenser l'Europe

Le projet européen est en panne et suscite la défiance des citoyens (le TAFTA, par exemple). Les traités doivent être renégociés. Pour combattre les délocalisations, le dumping social et le dumping fiscal, Nouvelle Donne a rédigé un Traité de convergence sociale et propose l'instauration d'un impôt européen sur les bénéfices. Ce dernier priverait de tout intérêt l'implantation de sociétés dans des paradis fiscaux situés au coeur même de l'Europe (Luxembourg, Irlande...).

Agir pour le climat

L'accord trouvé à la COP21 ne résoudra pas l'urgence climatique. La BCE, pour simplement sauver les banques, a été capable de mettre 1000 milliards sur la table. Une initiative identique doit être prise pour le climat. Chaque année, la France pourrait ainsi emprunter 20 milliards à taux 0 pour financer l'isolation des bâtiments et développer des moyens de transports plus économes en énergies fossiles. Une telle initiative créerait plusieurs centaines de milliers d'emplois et ferait économiser jusqu'à 1000 euros par an et par famille.

Recréer du lien et de la cohésion sociale

Le lien social se disloque. L'éducation, la culture et la recherche sont les parents pauvres des politiques économiques actuelles. L'affaiblissement du tissu associatif et des services publics accroît les antagonismes sociaux et fait le lit des extrêmes. Il faut redéfinir les priorités et réaffecter les financements nécessaires afin de combattre la montée des intégrismes, de l'intolérance et de l'exclusion.

LES CITOYENS DOIVENT REPREDRE LA MAIN !

« Indignez-vous »

Stéphane Hessel
(1917-2013)



Ils et elles nous soutiennent

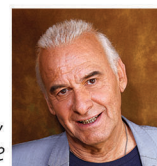
Pierre Larrouturnou,
économiste



Anne Hessel, militante
fille de
Stéphane Hessel



Michel Fugain,
artiste



Sam Karmann,
acteur
réalisateur



Béatrice Deshayes,
avocate



Pierre Costes,
secrétaire général
ONG DATA Santé



Gildas Legouvello,
responsable
syndical CFTD



José Munoz,
délégué
Euro-Méditerranée
du groupe Suez
ancien conseiller à
la Mairie de Paris



Jean Digne,
ancien conseiller
du quai d'Orsay,
dirigeant
d'associations

